**Rapport
des commissions de gestion aux Chambres fédérales
concernant les inspections et les requêtes en 1980**

du 9 avril 1981

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

Chaque année, lors de la session d'été, nous présentons un rapport oral sur l'examen de la gestion du Conseil fédéral et des Tribunaux fédéraux au cours de l'année précédente. Quant au contrôle courant effectué sur l'administration pendant toute l'année par les commissions de gestion, il fait l'objet d'un rapport écrit qui se prête mieux à ce genre de contrôle.

Nous vous présentons donc, pour la deuxième fois, un rapport écrit concernant les inspections les plus importantes de l'année écoulée et vous renseignons en même temps brièvement sur les requêtes que nous avons examinées.

Nous vous proposons de prendre acte de ce rapport.

9 avril 1981

Au nom des commissions de gestion

Les présidents:

M. Kündig, Conseiller aux Etats

H. Lang, Conseiller national

I

Rapport de la commission de gestion du Conseil des Etats concernant ses inspections

1 Vue d'ensemble

Pour les commissions de gestion des deux conseils, l'année écoulée a été marquée par des points forts bien définis. Un groupe de travail composé de membres des deux conseils a examiné l'*organisation de l'acquisition d'armement*, sous la conduite du président de la commission du Conseil des Etats. Conscientes de l'importance de l'examen, les commissions ont publié leur rapport des 6 et 14 novembre 1980 dans le Feuille fédérale (FF 1981 I 369).

Aussi nous contentons-nous de mentionner ici que le Conseil des Etats a pris connaissance du rapport le 3 décembre 1980 et le Conseil national, le 18 mars 1981. Les conseils ont ainsi transmis les deux motions et postulats qui invitent le Conseil fédéral à tirer les conséquences de l'enquête et à présenter un rapport y relatif dans les deux ans. Le Département militaire fédéral (DMF) en a déjà tiré les premiers enseignements, conformément aux propositions des commissions de gestion en élaborant une ordonnance du 23 février 1981 sur le Comité pour l'armement et la conduite des projets ainsi qu'en instituant un groupe d'experts pour l'examen du rôle et du statut des entreprises fédérales d'armement.

Le rapport préparé par le groupe de travail susmentionné des deux commissions de gestion, concernant la pratique en matière d'information et de maintien du secret au DMF, rapport dont les deux conseils ont pris connaissance lors de la session d'été de l'année précédente, a également été publié (cf. BO E 1980 II 354 ss.).

Quant à l'enquête sur les commissions extra-parlementaires, nous vous renvoyons à la communication faite lors de la session d'été 1980 (BO E 1980 II 351) et au chiffre 2 (ci-dessous) du rapport de la commission de gestion du Conseil national.

Le présent rapport fournit des informations détaillées sur les points suivants:

- Traitement électronique des données dans l'administration fédérale (du 6 novembre 1980) cf. chiffre 2;
- Obligation des fonctionnaires fédéraux de communiquer des renseignements aux commissions de gestion, cf. chiffre 3.

Pendant l'année écoulée, la commission s'est également occupée des inspections mentionnées ci-après:

- Tâches du bureau de l'intégration en tant que service interdépartemental chargé des relations économiques en Europe (surtout avec la Communauté européenne);

- Office fédéral des assurances sociales (l'inspection sera poursuivie avec l'aide de l'Office fédéral de l'organisation);
- Tâches de l'Office fédéral de la justice dans le cadre de la procédure législative administrative interne;
- Office fédéral des transports (l'inspection sera poursuivie avec l'aide de l'Office fédéral de l'organisation);
- PTT, visite d'une direction d'arrondissement des téléphones.

2 Traitement électronique des données dans l'administration, inspection du service de coordination en matière d'automatisation de l'Office fédéral de l'organisation (OFO)

21 Généralités

C'est le rapport sur l'emploi de l'informatique dans l'administration fédérale du mois d'août 1979, envoyé par l'Office fédéral de l'organisation à la commission, qui a fait l'objet de l'inspection. Ce rapport porte essentiellement sur la collaboration entre l'office central et les différents usagers de l'informatique dans l'administration.

L'emploi de l'informatique dans l'administration fédérale est destiné à favoriser une administration efficace, économique et sûre. Les conditions-cadres générales d'utilisation sont caractérisées par des effectifs de personnel et des moyens financiers réduits, par une évolution technique particulièrement rapide, surtout dans les domaines du développement et de l'entretien des systèmes, ainsi que par les exigences croissantes que doit remplir l'informatique en ce qui concerne le rendement, la sécurité et la protection des données.

Aujourd'hui, l'administration occupe près de 800 personnes qui travaillent dans l'informatique. Près de deux tiers des offices ont recours au traitement des données, notamment pour l'enregistrement, la statistique, les travaux de comptabilité, les calculs de caractère technique et scientifique et la conduite des procès. Les centres de calcul comptent un nombre important de clients, tandis que les services spécialisés du traitement des données sont employés à des tâches spéciales. Différents comités assurent la coordination au sein de l'administration.

Le ralentissement du processus d'automatisation est dû principalement à la pénurie de personnel. Un nombre toujours croissant de spécialistes est nécessaire à l'exploitation et à l'adaptation des installations existantes. Ainsi, la capacité de développement de nouvelles applications diminue.

Des économies de personnel peuvent être réalisées dans différents projets. On a aussi prélevé des postes pour les attribuer aux centres de calcul. Mais on peut surtout, aujourd'hui, grâce à l'informatique, atteindre des capacités de rendement beaucoup plus élevées. L'informatique a largement contribué à maintenir le blocage de l'effectif du personnel.

Selon les principes du service de coordination, seules les applications particulières, bien fondées et présentant des chances de succès doivent être réalisées. Il y a lieu de prévoir des priorités et d'éviter les conflits et les doubles emplois. Il faut économiser les moyens financiers. Il convient de fortifier la position des services vis-à-vis des fournisseurs. Des mesures de coordination doivent être prises pour chaque projet particulier, pour les devis, et ce, par la publication de prescriptions-cadres, ainsi que par la participation à des cours de formation.

Lorsque sont fixées les décisions de priorités, il est très rare que l'on rejette complètement des projets proposés. Il s'agit en général plutôt d'en réduire l'ampleur ou d'en ajourner l'exécution. Aujourd'hui, on mène de front beaucoup de projets en même temps. La question se pose de savoir s'il ne s'agirait pas d'activer les projets en réduisant leur nombre. La procédure actuelle a l'avantage de servir quelque chose, ne fût-ce que lentement, à un plus grand nombre d'utilisateurs. Le manque de personnes compétentes dans les services spécialisés empêche souvent d'accélérer le mouvement. L'armée essaie pourtant aujourd'hui déjà de traiter moins de projets, mais de manière plus intensive.

22

L'organisation de conduite des projets dans le domaine de l'information

Les éléments importants d'un organisme de conduite des projets sont la réglementation de la collaboration entre utilisateur et spécialiste ainsi que le déroulement du projet en diverses phases. Ces phases sont les suivantes: présentation du projet, analyse primaire, ébauche, spécification des détails, programmation, organisation-cadre et introduction.

Le système d'organisation des projets HERMES a été mis au point par un groupe de travail de l'administration et la collaboration d'un fournisseur suisse. Ses éléments contiennent pour chaque phase le but et l'objet, les résultats des travaux, la liste des activités, le genre de documentation et le contenu des rapports. Lors de l'application du système HERMES aux projets particuliers, on peut réunir certaines phases ou retrancher certaines activités.

Quelques *remarques critiques* ressortent d'une série d'entretiens avec divers utilisateurs de l'informatique quant à l'organisation de la conduite des projets.

Les remarques critiques concernent l'application du manuel HERMES, l'immense travail bureaucratique qu'il provoque en partie, en outre la double fonction du service de coordination en tant que collaborateur de l'organisation des projets d'une part et service de contrôle du projet complet d'autre part, le manque d'expérience pratique de certains collaborateurs du service de coordination et le

système centralisé de budgétisation qui ne permet pas à l'utilisateur de l'automatisation de connaître avec précision ses propres frais d'exploitation annuels.

Le service de coordination met au contraire en évidence la facilité d'application du manuel en question et les bons résultats obtenus grâce à lui. Le contrôle continu permet d'exercer une influence plus constructive que la simple surveillance ultérieure des projets. Les collaborateurs disposeraient d'une bonne formation de base et d'expérience pratique. Le temps et les moyens à disposition sont par trop insuffisants pour satisfaire aux besoins de la formation continue.

23 Conclusions et recommandations de la commission de gestion

Se référant aux remarques susmentionnées et à l'avis du service de coordination, la commission tire en substance les conclusions suivantes qu'elle soumet au Conseil fédéral à titre de recommandation :

- 231** L'activité de coordination de l'OFO dans le domaine de l'informatique est généralement appréciable. Le manuel HERMES est un instrument utile qui s'est révélé applicable. Pourtant, la possibilité d'application du manuel HERMES aux différents projets, soit le fusionnement de certaines phases ou le retranchement de certaines activités, devrait être mieux expliquée aux utilisateurs qui, eux, devraient mettre cette possibilité à profit.
- 232** Pour parer au conflit résultant de la double fonction du service de coordination en tant que collaborateur dans l'organisation d'un projet d'une part et instance de contrôle de l'autre, il y a lieu de déléguer la compétence de contrôle au collaborateur envoyé par le service de coordination dans l'organisation d'un projet. Un avis ultérieur divergent n'est réservé qu'à de très rares exceptions.
- 233** Le système central de budgétisation qui rassemble à l'OCFIM les crédits destinés à l'informatique est satisfaisant. Il y a toutefois lieu de faire en sorte que chaque utilisateur soit au courant des frais d'investissement et d'exploitation qu'il occasionne au centre de calcul auquel il est rattaché.
- 234** Il y a lieu de favoriser la formation et le perfectionnement des collaborateurs du service de coordination. Il est nécessaire de les libérer davantage de leurs tâches pour leur permettre de prendre part à des cours de formation. Il faut examiner la possibilité d'occuper les collaborateurs du service de coordination de temps à autre dans un centre de calcul (job rotation).

3 Obligation des fonctionnaires fédéraux de communiquer des renseignements aux commissions de gestion

31 Le problème de l'obligation de communiquer des renseignements s'est posé à la section PTT de la commission. Lors de l'inspection des services centraux d'économie d'entreprise, la section PTT s'est heurtée à des difficultés, les fonctionnaires ne donnant des renseignements que de manière réticente. Lors d'une explication, la division du contentieux des PTT, celle-ci a fait valoir qu'il appartient aux fonctionnaires fédéraux interrogés par la commission de gestion, d'apprécier s'il y a lieu ou non de lui soumettre des documents et de la renseigner. Cette attitude des fonctionnaires vis-à-vis de l'autorité de haute surveillance est apparue insoutenable à la section. Selon la loi sur les rapports entre les conseils, le fonctionnaire est délié de l'obligation de garder le secret à certaines conditions; il a alors l'obligation de communiquer des renseignements à l'autorité de haute surveillance. Ces prescriptions ont été concrétisées par des instructions du Conseil fédéral du 29 octobre 1975.

32 De ce fait, *la commission* a demandé au Conseil fédéral en novembre 1979, de lui fournir des explications concernant le chiffre 622 des instructions sur la communication de renseignements, le droit de consulter les dossiers et la remise de documents, à la lumière de la question suivante:

Les instructions sont le résultat d'un accord passé entre les commissions de gestion et le Conseil fédéral (ACF des 25 février 1970 et 6 mars 1972), qui a permis d'établir une procédure rationnelle pour les inspections. Par lettre du 18 décembre 1969, la commission de gestion du Conseil national avait demandé au Conseil fédéral de délier les fonctionnaires compétents de l'obligation de garder le secret lorsqu'une inspection est annoncée et de les autoriser, le cas échéant, à produire des documents officiels. Cette formule a été reprise, en partie textuellement, dans les arrêtés du Conseil fédéral.

Dans son avis du 29 août 1979, la division du contentieux de la direction générale des PTT prétend que l'expression «le cas échéant» donne aux fonctionnaires le droit de décider à leur gré s'ils acceptent de produire des documents et même de communiquer des renseignements. Selon son interprétation, *l'autorisation ne concerne que le droit de fournir des renseignements* à la commission de gestion, *mais non l'obligation de le faire.*

En revanche, la commission de gestion du Conseil des Etats estime que les fonctionnaires compétents sont entièrement déliés de l'obligation de garder le secret lors d'inspections et tenus en conséquence de donner des renseignements, ainsi que de permettre que l'on consulte les documents. Ils sont en outre autorisés d'avance, le cas échéant, c'est-à-dire si la commission de gestion ou sa section compétente l'exige, à remettre des documents. L'autorisation ne confère jamais un droit à un agent; elle lui attribue une compétence, qui implique

aussi une obligation. En l'occurrence, l'autorisation lui permet simplement d'informer l'autorité supérieure de surveillance, comme son devoir l'exige (art. 47^{quater}, loi sur les rapports entre les conseils).

- 33 Dans sa réponse du 29 septembre, le Conseil fédéral s'est rallié à l'avis de la commission. L'autorisation prévue au chiffre 622 des instructions susmentionnées implique aussi une obligation. Par conséquent, les fonctionnaires compétents sont déliés de l'obligation de garder le secret lors d'inspections faites par les commissions de gestion ou certaines de leurs sections. Ils sont en outre habilités à produire des documents officiels et tenus de la faire, lorsque la commission ou sa section compétente le demande.

Le Conseil fédéral tient cependant à souligner que cette réglementation spéciale appliquée depuis 1970 lors d'inspections des commissions de gestion, est soumise à la réserve prévue à l'article 47^{quater}, 2^e alinéa, de la loi sur les rapports entre les conseils. Il se permettra, si cela est nécessaire, de donner aux fonctionnaires compétents des instructions appropriées, à l'annonce d'inspections, dans la mesure où des intérêts que protège l'article précité l'exigent. Dans ces cas – rares comme l'expérience le prouve –, le fonctionnaire transmet la demande de renseignements présentée par la commission au chef du département, à l'intention du Conseil fédéral.

- 34 Le 6 novembre 1980, la commission s'est déclarée satisfaite de cette réponse.

II

Rapport de la commission de gestion du Conseil national concernant ses inspections

1 Vue d'ensemble

L'enquête sur l'organisation de l'acquisition d'armement exécutée en commun avec la commission du Conseil des Etats a déjà été mentionnée dans la première partie (le rapport est publié dans la FF 1981 I 369).

Suite à l'incident survenu en Autriche concernant le service de l'information, la section DMF s'est assurée en mai 1980 que le département avait bien pris les mesures nécessaires pour approfondir les causes de l'incident et pour déterminer la part de responsabilité que portait le colonel Albert Bachmann dans cette affaire. Néanmoins, le Conseil national a chargé la section d'entreprendre une enquête spéciale dans cette affaire. Les résultats de cette importante inspection ont été publiés sous le titre «*Affaire du colonel Bachmann, Rapport du groupe de travail de la commission de gestion du Conseil*

national concernant ses investigations complémentaires», dans la Feuille fédérale (FF 1981 I 521). Le débat y relatif a eu lieu au Conseil national le 3 mars 1981.

A la suite de l'incident survenu à la centrale nucléaire de Three Mile Island le 28 mars 1979, la commission s'est à nouveau préoccupée de la *sécurité des centrales nucléaires* en Suisse. Un premier rapport intermédiaire a été publié dans le Bulletin officiel du Conseil national (BO E 1980 I 180). Les enquêtes qui suivirent ont fait l'objet d'un rapport de la commission de gestion du Conseil national du 14 novembre 1980 et d'une réponse du Conseil fédéral du 7 janvier 1981, publiés tous les deux dans la Feuille fédérale (FF 1981 I 495) et examinés par le Conseil national le 19 mars 1981.

Signalons également le rapport des deux commissions de gestion concernant la *pratique de l'information et du maintien du secret* (BO 1980 . . . .).

Seuls les objets suivants seront encore mentionnés en détail:

- Enquête sur les commissions extra-parlementaires de la Confédération (du 21 avril 1980) et rapport de la Chancellerie fédérale du 31 mars 1981, cf. chiffre 2.
- Protection juridique du personnel fédéral qui constitue un risque pour la sécurité (rapport et correspondance avec le Conseil fédéral), cf. chiffre 3.

2 Enquête sur les commissions extra-parlementaires de la Confédération

21 Introduction

En 1977, la commission de gestion du Conseil des Etats avait demandé que l'on indique l'année suivante toutes les commissions existant à la fin de 1978, au lieu de présenter une liste des commissions nouvellement créées et de celles qui ont été supprimées au cours de l'exercice. La Chancellerie fédérale a déterminé, à l'aide d'un questionnaire envoyé aux départements, les bases sur lesquelles ces commissions sont fondées, leurs activités et leur composition.

Au cours de la session d'hiver 1979, Madame Blunschy conseiller national et Monsieur Matossi conseiller aux Etats ont été chargés de soumettre cet inventaire à un examen plus approfondi.

Au cours de trois réunions, la délégation a examiné l'importante documentation ainsi obtenue et a demandé des renseignements complémentaires sur certains cas particuliers; elle a discuté avec le chancelier de la Confédération des exigences à poser dorénavant à l'institution de commissions extra-parlementaires et à la surveillance à exercer sur elles. Son rapport a été adopté par les deux commissions de gestion le 21 mai 1980.

Le Conseil national en a été informé verbalement lors de la session d'été 1980 (BO N 1980 II 593).

Le Conseil fédéral a établi les principes pour l'institution judiciaire, le mode de travail rationnel et la surveillance efficace des commissions extra-parlementaires dans les directives du 3 juillet 1974 (FF 1974 II 467) et l'ordonnance du 2 mars 1977 (RS 172.31) touchant ces commissions.

Il ressort d'une étude faite par R. Germann et A. Frutiger, de l'Université de Genève, que les directives du Conseil fédéral ont eu un effet satisfaisant sur le nombre, l'importance numérique et la composition des commissions extra-parlementaires. On peut cependant douter que la réglementation adoptée soit appliquée dans tous les cas avec la rigueur voulue. Les exemples cités sous chiffre 23 confirment ces doutes.

Certaines commissions ont été déjà instituées avant de pouvoir entreprendre leurs travaux, tandis que d'autres existent encore bien que leur tâche soit terminée. Quelques-unes ont trop de membres ou ne se réunissent que rarement. Dans certains cas, on peut souvent se demander si une commission accomplit effectivement une tâche relevant de la Confédération ou encore si la tâche confiée à la commission ne pourrait pas être exécutée par le département intéressé.

L'âge et la date d'entrée de certains membres de commission ne sont pas indiqués, de sorte qu'il n'est pas possible de déterminer si les dispositions sur la durée du mandat et la limite d'âge ont été respectées en ce qui les concerne.

Le mandat des membres des commissions permanentes prenant fin en 1980, les commissions de gestion estiment que leur réélection doit être soumise aux conditions suivantes:

1. L'ordonnance et les directives du Conseil fédéral doivent être appliquées strictement.
2. Seuls les membres qui n'ont pas 70 ans révolus et qui n'ont pas achevé leur seizième année de mandat peuvent être réélus.
3. Les commissions de gestion doivent être informées des cas dans lesquels un président de commission est élu en dérogation à la disposition limitant la durée du mandat.
4. Avant de procéder à la réélection des membres d'une commission, les départements et la Chancellerie fédérale doivent examiner s'il convient de maintenir cette commission (ch. 276 des directives).
5. Dans la mesure du possible, il faudra regrouper les commissions ayant des fonctions semblables, en veillant à ce que le nombre de leurs membres ne dépasse pas le maximum autorisé.
6. Avant de renouveler le mandat des commissions permanentes de l'administration à la fin de 1980, les offices fédéraux compétents seront appelés à indiquer aux départements (ou au Conseil

fédéral en sa qualité d'organe chargé de l'élection) pour quelles raisons les tâches imparties aux commissions ne peuvent être confiées aux services de la Confédération; ils devront notamment préciser

- quelles sont les connaissances spéciales des membres des commissions (cf. ch. 211 des directives), ou
  - quels milieux et groupements d'intérêts du pays sont représentés dans les commissions (cf. ch. 213 des directives).
7. Les commissions qui la plus part du temps attendent de se voir attribuer un mandat doivent être supprimées.
  8. Les commissions ne doivent pas avoir plus de 15 membres. S'il est nécessaire que les milieux et groupements d'intérêts du pays soient convenablement représentés, les raisons pour lesquelles il doit en être ainsi seront communiquées au département compétent ou à la Chancellerie fédérale. En règle générale, le nombre des membres d'une commission ne doit pas être supérieur à 25 dans de tels cas. Les dérogations à cette règle seront motivées ultérieurement devant les commissions de gestion (cf. les ch. 222 et 223 des directives).
  9. Si des membres de l'Assemblée fédérale doivent participer aux travaux d'une commission de l'administration, ce qui doit rester exceptionnel (conformément au chiffre 234 des directives), les motifs en seront exposés aux commissions de gestion.
  10. Il résulte d'une enquête menée par l'Université de Genève que les minorités de langue romane sont sous-représentées à la tête des commissions; on cherchera à obtenir une représentation plus équilibrée.
  11. On veillera à définir de manière plus précise les tâches confiées aux commissions lors de leur renouvellement.
  12. A partir de 1981, une surveillance centralisée sera exercée sur les commissions extra-parlementaires dans chaque département; on utilisera à cet effet une formule semblable à celle que la Chancellerie fédérale avait mise au point pour procéder à son enquête en 1978. On précisera en outre le nombre de réunions organisées par la commission durant l'année.
  13. La Chancellerie fédérale (lorsqu'il s'agit de nominations auxquelles le Conseil fédéral aura procédé) et les départements sont priés de faire succinctement rapport aux commissions de gestion en avril 1981 sur la manière dont ces exigences auront été prises en considération. De même, on dressera une liste des commissions nouvellement établies ou supprimées depuis 1978.
  14. En dérogation aux directives du Conseil fédéral (ch. 277), l'état des commissions extra-parlementaires de l'année précédente devra être dorénavant établi au cours de la troisième année de chaque période administrative (on indiquera les commissions

nouvellement instituées depuis le début de la période et celles qui ont été supprimées); la liste sera soumise aux commissions de gestion pour contrôle. Un rapport sera présenté au cours de la première année de la période suivante sur les changements intervenus depuis.

15. Les rapports exigés sous chiffres 3, 8 et 9 seront présentés aux commissions de gestion tous les deux ans (au début et au milieu de chaque période administrative).

23

Exemples

1. Le groupe de travail chargé de l'homologation des brûleurs et des chaudières (Arbeitsgruppe Typenprüfung bei Brennern und Heizkesseln) a été institué pour ainsi dire à titre de réserve; il attend les résultats des travaux du groupe de travail chargé de déterminer le bruit produit par les brûleurs et les chaudières (Arbeitsgruppe Lärmbegrenzung bei Brennern und Kessel). Il aurait fallu au contraire que le second groupe soit remanié de façon à pouvoir accomplir la tâche du premier groupe après avoir terminé ses propres travaux.
2. Les deux groupes chargés de la coordination des enquêtes socio-psychologiques mandatées par l'administration et concernant le bruit causé par les chemins de fer et les tirs s'occupent également de nuisances. Ces groupes devraient constituer des sous-commissions de la commission d'experts chargée de déterminer les valeurs-limites de bruit (Expertenkommission zur Beurteilung von Lärmimmissionsgrenzwerten), à moins que leur tâche ne puisse être accomplie par des fonctionnaires de l'office fédéral de la protection de l'environnement.
3. Le groupe de travail chargé d'établir des prescriptions techniques applicables aux citernes (Arbeitsgruppe für die technischen Tankvorschriften) a été constitué trop tôt et doit être dissout en attendant que le groupe de travail chargé de la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux contre leur pollution par des liquides pouvant les altérer (Arbeitsgruppe für die Revision der Verordnung zum Schutze der Gewässer gegen Verunreinigung durch wassergefährdende Flüssigkeiten) ait terminé les travaux préliminaires. Pour le reste, le champ d'activité et le nombre des membres de la commission fédérale pour l'examen des réservoirs doivent être limités.
4. Le nombre des membres de la commission fédérale de l'alimentation (Ernährungskommission) doit être ramené de 39 à 25. La même mesure doit être appliquée à la commission fédérale de spécialistes de l'alcool.
5. L'organe chargé d'exercer la surveillance sur le groupe de travail pour l'élaboration, la planification et l'analyse des examens

fédéraux pour les professions médicales (Aufsichtsorgan über die Arbeitsgruppe für die Entwicklung, Planung und Auswertung eidgenössischer Medizinalprüfungen) doit être supprimé, la mesure devant pendre effet le jour de l'entrée en vigueur du nouveau règlement des examens pour les professions médicales.

6. Le groupe de travail chargé de déterminer les dimensions des cheminées (Arbeitsgruppe Kamindimensionierung) sera supprimé après avoir travaillé pendant cinq ans à élaborer des directives sur la hauteur minimale des cheminées. Il n'est donc pas nécessaire de poursuivre l'examen d'autres questions y relatives.
7. L'importance numérique de la commission permanente de la circulation routière devrait être réduite conformément aux directives du Conseil fédéral.
8. La commission fédérale de gymnastique et de sport a elle-même institué sept commissions d'experts. On détermine à présent dans le cadre de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, celles qui pourront être confiées aux cantons.
9. La commission fédérale chargée de surveiller le tir hors service (Eidg. Kommission für die Prüfung des ausserdienstlichen Schiesswesens), qui ne s'est plus réunie depuis 1974, attend les résultats de l'enquête menée sur les effets socio-psychologiques du bruit causé par les tirs. Elle doit être supprimée et, au besoin, reconstituée.
10. La commission militaire du ski et la commission de sport militaire qui siègent ensemble depuis des années déjà, doivent fusionner.
11. Il conviendra de reconsidérer les mandats attribués aux commissions des différentes armes du Département militaire fédéral – tout au moins dans la mesure où elles s'occupent de questions touchant l'armement – lorsqu'on revisera l'organisation de l'acquisition d'armement.
12. Le groupe de travail chargé de réexaminer les dépenses de transferts de la Confédération (Arbeitsgruppe zur Überprüfung der Transferausgaben des Bundes), qui a suspendu ses travaux, doit être supprimé. Si besoin est, un nouveau groupe pourra être institué. On ne saurait admettre l'existence de commissions constituées à titre de réserve.
13. La commission pour la recherche agronomique et la commission consultative pour les stations fédérales de recherches agronomiques doivent fusionner afin d'améliorer la coordination de leurs activités, si possible au début de la nouvelle période administrative.
14. Les services du groupe d'experts chargés du contrôle dans le domaine agricole (Fachausschuss für das landwirtschaftliche Kontrollwesen) (qui se réunit une fois tous les deux ans) étant

rarement demandés, il faut établir si ses tâches ne peuvent pas être aussi bien accomplies par les offices compétents. On examinera donc s'il y a lieu de le supprimer.

15. La tâche des commissions chargées d'évaluer les taureaux et les verrats utilisés pour l'insémination artificielle (Kommission zur Beurteilung der Stiere und Eber für die künstliche Besamung) peut probablement être accomplie par les éleveurs au bénéfice d'une concession, les fédérations d'élevage ou l'office fédéral de l'agriculture. La question reste à l'examen.
16. Les raisons invoquées en faveur du maintien de la commission de dégustation des jus de raisin (Degustationskommission für Traubensäfte) ne sont pas convaincantes. Il appartient à l'Association suisse des élaborateurs de jus de raisin ou éventuellement à la station de recherches de Wädenswil de contrôler la qualité des jus de raisin. La commission doit être supprimée.
17. La commission des chemins de fer à crémaillère (Zahnradbahnkommission) et la commission fédérale des téléphériques ayant terminé leurs travaux ou n'étant plus nécessaires, doivent être supprimées.

24 Rapport de la Chancellerie fédérale sur les commissions extra-parlementaires

Le 31 mars 1981 la Chancellerie fédérale a soumis le rapport demandé concernant les mesures prises lors des élections et des réélections de 1980. Ce rapport a la teneur suivante:

Le 25 juin 1980, le Conseil fédéral, conformément à la proposition de la Chancellerie fédérale, a pris acte du rapport de la délégation commune des commissions de gestion aux commissions plénières sur les résultats de son enquête relative aux commissions extra-parlementaires de la Confédération (du 21 avril 1980). Il a notamment invité les départements à tenir compte des recommandations des commissions de gestion et des divers exemples mentionnés dans ledit rapport. Lors de la Conférence des secrétaires généraux du 26 août 1980, le chancelier a fourni lui-même des précisions à ce sujet.

241 Prise en considération lors des réélections de 1980 des conclusions tirées par les commissions de gestion

241.1 *Elections par le Conseil fédéral*

Dans leurs propositions, les départements ont analysé et commenté les recommandations des commissions de gestion, notamment la nécessité de reconduire les commissions, l'amélioration de la représentation au sein des commissions et la limitation du nombre des membres à 25 ou 15 selon les cas. Lors de la réélection des membres

de commissions, le Conseil fédéral s'est efforcé d'assurer une plus forte représentation des cantons romands et des femmes. Toutefois, comme il ne pouvait s'agir d'augmenter à cet effet les effectifs des commissions, ce but ne pourra être atteint que progressivement. Au surplus, il ne s'est trouvé aucun parti, aucun canton ni aucune association qui ait accepté de céder un siège au sein des commissions. Cependant, on est parvenu à améliorer quelque peu la représentation dans le sens susmentionné. Les résultats suivants méritent d'être particulièrement soulignés:

241.11 *Réduction du nombre des membres*

DFAE Commission nationale suisse pour l'UNESCO (le nombre des membres a été fixé à 61)

DFI Commission fédérale pour la jeunesse (le nombre des membres a été ramené de 25 à 22);

Commission fédérale de l'alimentation, de la législation et du contrôle des denrées alimentaires (le nombre des membres a été ramené de 40 à 37)

DFJP Commission fédérale pour les problèmes des étrangers (le nombre des membres a été ramené de 38 à 27);

Commission permanente de la circulation routière (le nombre des membres a été ramené de 53 à 50);

Commission fédérale de recours en matière de protection civile (le nombre des membres et des membres suppléants a été ramené de 11 à 9)

DFF Commission fédérale des spécialistes de l'alcool (le nombre des membres a été ramené de 35 à 29)

241.12 *Dissolution de commissions permanentes*

DFAE Commission des indemnités de nationalisation et commission de recours des indemnités de nationalisation;

Commission pour l'aide aux Suisses de l'étranger victimes de la guerre et commission de recours pour l'aide aux Suisses de l'étranger victimes de la guerre

Les tâches de ces quatre commissions seront reprises par la commission d'indemnités étrangères et par la commission de recours en matière d'indemnités étrangères, dont les membres seront élus par le Conseil fédéral au printemps 1981.

DFI Commission d'experts pour l'irradiation des denrées alimentaires;

Commission d'experts pour l'examen en radio-protection et en technique radiologique des praticiens dentaires admis à exercer par les cantons;

Commission d'experts pour l'examen en radio-protection et en technique radiologique des chiropraticiens admis à exercer par les cantons

Les tâches de ces commissions sont reprises par deux autres commissions existantes.

DFEP Commission de «clearing»
Commission de défense nationale économique

241.2 *Renouvellement des commissions par les départements*

Dans leurs brefs rapports à la Chancellerie, les départements ont déclaré avoir examiné les recommandations de la commission de gestion. Ils ont traité en particulier de la nécessité de reconduire les commissions, de l'amélioration de la représentation dans ces commissions, et de la limitation du nombre de leurs membres. Il a notamment été possible de renforcer légèrement la participation latine.

Au DFJP le nombre de membres de la Commission d'étude pour la protection civile a été ramené de 28 à 19.

242 **Exposé des cas particuliers**

242.1 *Elections par le Conseil fédéral*

242.11 *Dérogation à la disposition limitant la durée du mandat*

Divers départements, soucieux d'assurer la continuité et la qualité des travaux de certaines commissions, ont proposé, conformément à l'article 2, 3^e alinéa de l'ordonnance, de reconduire certains présidents dans leur fonction, en dérogation à la disposition limitant la durée du mandat à 16 ans. Le Conseil fédéral a donné une suite favorable à ces propositions dans les cas suivants:

DFAE Groupe de travail «Historische Standortsbestimmung»
(A. Weitnauer, ancien ambassadeur);

Commission suisse de la navigation maritime (E. Wyss, conseiller d'Etat)

DFI Commission fédérale des monuments historiques (Professeur A. Schmid);

Commission fédérale des bourses (Professeur E. Giddey);

Commission fédérale de météorologie (Professeur Bonanomi);

Commission fédérale des maladies rhumatismales (Professeur G. Fallet)

Commission fédérale de surveillance de la radioactivité (Professeur O. Huber);

Commission fédérale de la protection contre les radiations
(Professeur G. Wagner);

Conseil d'administration du fonds de compensation de
l'AVS (D^r W. Bühmann)

DMF 8 commissaires de campagne

DFEP Commission fédérale d'experts pour la délimitation des
zones de montagne (H. Zimmermann, ing. agr.)

DFTCE Commission fédérale pour la sécurité des installations ato-
miques (D^r F. Alder)

Commission fédérale pour la sécurité des installations de
transport par conduites (Professeur M. Cosandey)

242.12 *Augmentation du nombre des membres*

DFAE Commission consultative pour la coopération internatio-
nale au développement (le nombre des membres a été porté
de 15 à 17)

EDI Commission fédérale des stupéfiants (le nombre des mem-
bres a été porté de 12 à 18)

Ces augmentations d'effectifs répondaient à deux préoccupations:
améliorer la représentativité de ces commissions et tenir compte de
l'élargissement de leur champ d'activité.

242.13 *Première élection de membres de l'Assemblée fédérale*

DFAE Commission consultative pour la coopération internatio-
nale au développement (MM. Nebiker et de Capitani, con-
seillers nationaux)

Motif: Remplacement de deux parlementaires démission-
naires du même parti;

Commission consultative fédérale pour les affaires spatiales
(conseiller d'Etat Muheim)

Motif: Remplacement d'un député démissionnaire; compé-
tences particulières en politique et économie extérieure.

DFI Conseil d'administration du Fonds de compensation de
l'AVS (M^{me} Füg, conseiller national)

Motif: Remplacement d'un parlementaire démissionnaire
du même parti, qui représentait les assurés.

DFEP Commission d'experts pour le tarif douanier et la limita-
tion des importations (M. Genoud, conseiller aux Etats)

Motif: Remplacement d'un représentant démissionnaire du
canton du Valais; le nouveau membre a été choisi en raison
de la connaissance qu'il a de la matière, puisqu'il est
directeur cantonal de l'économie publique;

Commission consultative de politique commerciale (M^{me} Blunsky, conseiller national)

Motif: Présidente de la commission consultative pour la coopération internationale au développement (DFAE), M^{me} Blunsky est bien placée pour représenter les intérêts de la coopération au développement;

Commission consultative pour l'exécution de la loi sur l'agriculture (M. Biel, conseiller national)

Motif: Remplacement du représentant de la Fédération des coopératives Migros, démissionnaire;

Commission fédérale pour la construction de logements (M. Nauer, conseiller national)

Motif: M. Nauer représente l'association suisse du logement.

242.14 *Limite d'âge de 70 ans*

Le Conseil fédéral n'a élu aucun membre ayant atteint l'âge de 70 ans.

242.2 *Elections par les départements*

242.21 *Dérogation à la disposition limitant la durée du mandat*

DFI Soucieux d'assurer la continuité, le département a réélu pour 4 ans le président du comité de la Commission fédérale du commerce des vins, M. Francis Clottu (Meggen), membre depuis 1963.

DFJP Trois membres de la commission d'étude pour la protection civile entreront dans leur seizième année de mandat au cours de la période administrative actuelle; vu leur compétence et leur large savoir, le département a renoncé à limiter leur mandat.

DFEP Le département et la chancellerie estiment que la limitation du mandat n'est pas indiquée dans le cas du comité directeur et du conseil d'administration de BUTYRA, car ces organes sont composés de représentants d'organisations qui sont responsables de leurs actes dans certaines conditions.

242.22 *Dépassement du maximum de 15 ou 25 membres*

DFI Un membre supplémentaire a dû être nommé à la Commission consultative pour la construction des routes nationales pour permettre aux mouvements de protection de l'environnement de déléguer un représentant. Cette nomination a entraîné le dépassement du maximum fixé à 25 membres.

DFEP Le comité directeur de BUTYRA compte plus de 25 membres. Ce nombre relativement élevé est prévu à l'article 4 des statuts du 6 septembre 1960. Il est nécessaire pour permettre aux divers groupements d'intérêts d'être suffisamment représentés.

242.23 *Première élection de membres de l'Assemblée fédérale*

DFI Commission consultative pour la construction des routes nationales (conseiller aux Etats Gerber, conseiller national Riesen)

Motif: Remplacement du délégué démissionnaire de l'Union suisse des paysans; meilleure représentation du Parti socialiste suisse et de la Suisse romande par un ancien chef du département cantonal des travaux publics;

Forum du bois (conseiller national Houmard)

Motif: Le nouveau député est directeur de l'Ecole suisse du bois.

DFEP Commission fédérale pour les questions intéressant le marché de l'emploi (conseiller national Allenspach)

Motif: Remplacement du secrétaire démissionnaire de l'Union centrale des associations patronales suisses; le nouveau membre est délégué de cette organisation.

DFTCE Commission des plaintes de la radio-télévision (conseillère nationale Jaggi et conseiller national Columberg)

Motif: Tous deux possèdent la compétence voulue et représentent des minorités (groupes linguistiques, femmes); leur nomination améliore donc la représentativité de la commission.

242.24 *Limite d'âge de 70 ans*

DFJP Un membre de la commission d'étude pour la protection civile atteindra l'âge de 70 ans pendant la période administrative en cours. L'office a invité la Fédération des villes suisses à déléguer un jeune politicien. La fédération n'a pas donné suite à cette offre en attirant l'attention sur la haute compétence et la grande expérience politique du délégué actuel. Ce dernier a donc été réélu pour le reste de la période administrative.

243 **Changements survenus dans l'état des commissions depuis 1978**

La présente réponse concerne *toutes* les commissions, que celles-ci aient été désignées par le Conseil fédéral ou par les départements et qu'elles soient permanentes ou non.

243.1 *Nouvelles commissions formées depuis 1978*

- 243.11 *Département des affaires étrangères*
Commission des indemnités étrangères (formation proposée)
Commission de recours en matière d'indemnités étrangères (formation proposée)
- 243.12 *Département de l'intérieur*
Commission chargée d'examiner le réseau des routes nationales
Commission chargée de préparer l'ordonnance sur l'assurance-accidents
Groupe de travail «Rapport sur la famille»
- 243.13 *Département de justice et police*
Sous-commission chargée d'examiner les problèmes de protection de la personnalité lors du traitement de données dans le secteur médical
Groupe de travail chargé de préparer un projet sur la «protection des données» dans le secteur privé
Commission d'experts pour la révision du droit foncier rural (non compris la législation sur le bail à ferme)
Groupe de travail pour la révision des arrêts du Tribunal fédéral concernant les droits de l'homme
Commission d'experts pour l'élaboration de directives sur l'application de la photogrammétrie dans les régions de montagne
Commission d'experts chargée de préparer une loi sur la garantie dans l'assurance non-vie
Commission fédérale pour les problèmes des étrangers (restructuration d'une commission existante; cf. aussi ch. 111 précédent)
- 243.14 *Département militaire*
Commission du sport militaire (fusion de deux commissions)
- 243.15 *Département des finances*
Aucune
- 243.16 *Département de l'économie publique*
Commission supérieure de recours en matière de contingentement du lait
Commission de statistique conjoncturelle et sociale (restructuration)
Commission de recherches économiques (restructuration)
Commission pour l'étude des problèmes dans le domaine de l'économie animale
- 243.17 *Département des transports, des communications et de l'énergie*
Commission de plaintes radio-télévision

Comité consultatif pour la conception globale suisse des transports
(remplace le comité directeur supprimé le 28 novembre 1977)

Commission fédérale de l'économie des eaux

Commission fédérale de l'énergie

Commission fédérale d'experts pour les gisements uranifères suisses
(reprise de l'Office fédéral de l'éducation et de la science, Département de l'intérieur)

243.2 *Commissions supprimées depuis 1978*

(Cf. aussi le chiffre 112 du présent rapport)

243.21 *Département des affaires étrangères*

Commission des indemnités de nationalisation

Commission de recours des indemnités de nationalisation

Commission pour l'aide aux Suisses de l'étranger victimes de la guerre

Commission de recours pour l'aide aux Suisses de l'étranger victimes de la guerre

243.22 *Département de l'intérieur*

Organe de surveillance du groupe de travail pour le développement, la planification et le dépouillement des examens fédéraux pour les professions médicales de l'Institut de recherches en matière de formation et d'examens

Commission fédérale des prestations pour tuberculose

Commission spéciale des questions de la vieillesse

243.23 *Département de justice et police*

Commission d'experts pour la révision du droit de bail à ferme

Commission consultative pour l'aménagement du territoire

Commission fédérale consultative pour le problème des étrangers (restructuration)

243.24 *Département militaire*

Commission pour les tirs hors service

Commission du ski militaire (fusion avec la suivante)

Commission du sport militaire (fusion avec la précédente)

243.25 *Département des finances*

Groupe de travail chargé de réexaminer les dépenses de transfert de la Confédération

Commission d'enquête sur le tunnel de la Furka

Commission chargée de réexaminer les taux d'amortissement et le report des pertes au titre de l'impôt de défense nationale

Commission de remboursement de l'impôt sur les bénéfices de guerre
Commission d'experts pour l'orientation qualitative de la culture des céréales panifiables

243.26 *Département de l'économie publique*

Commission de clearing
Commission consultative du préposé à la surveillance des prix
Commission d'étude des prix, des coûts et des structures économiques
Commission de statistique sociale (restructuration)
Groupe d'achat de livraisons destinées à des œuvres d'entraide internationales
Commission d'experts en matière d'estimation des animaux à éliminer dans la lutte contre les épizooties
Commission de recherches économiques (restructuration)
Commission de défense nationale économique

243.27 *Département des transports, des communications et de l'énergie*

Groupe de travail pour la distribution par câble
Commission pour la conception globale suisse des transports
Commission fédérale des téléphériques
Commission fédérale de la conception globale de l'énergie
Commission d'enquête sur l'incident survenu à la centrale nucléaire expérimentale de Lucens
Commission fédérale des tours de refroidissement

244 **Nombre des membres des commissions formées depuis 1978**

DFAE 12 hommes, 1 femme
DFI 22 hommes, 9 femmes
DFJP 94 hommes, 8 femmes
DMF Pas de nouvelle commission; fusion de deux commissions existantes
DFF Pas de nouvelle commission
DFEP 75 hommes, 2 femmes
DFTCE 54 hommes, 3 femmes

Remarque:

Les départements font remarquer qu'il est difficile de recruter des femmes pour les commissions exigeant une compétence technique spéciale (par exemple pour le contingentement du lait ou les recherches économiques).

- Le nombre de membres de la commission pour l'examen des réservoirs a été ramené de 24 à 21.
- Le nombre de membres de la commission de l'alimentation a été ramené de 40 à 37. Une réduction ultérieure s'est révélée impossible vu l'incorporation de la commission d'experts pour l'irradiation des denrées alimentaires.
- Le groupe d'experts pour les désinfectants et les moyens d'extermination n'a pas encore été dissous.
Un nouveau projet d'ordonnance sur la désinfection est actuellement soumis à la consultation des cantons; le groupe d'étude a donc terminé sa mission et sera officiellement dissous sous peu.
- Le groupe de travail chargé de déterminer les dimensions des cheminées a été dissous à la fin de 1980.

La question de savoir si la commission consultative pour les stations fédérales de recherches agronomiques et la commission pour la recherche agronomique peuvent fusionner est examinée actuellement par l'Office fédéral de l'agriculture, de concert avec les milieux intéressés. Les entretiens avec l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich ne sont pas encore terminés. L'étude se poursuit.

25**Procédure suivie ultérieurement par les commissions de gestion**

Le rapport de la Chancellerie fédérale laissant en suspens diverses questions, les commissions de gestion continueront à s'occuper des commissions extra-parlementaires dans le cadre de l'examen du rapport de gestion du Conseil fédéral pour l'année 1980.

3**Protection juridique du personnel fédéral qui constitue un risque pour la sécurité****31**

En 1979 déjà, la *commission* avait appuyé une pétition (P. Sager) qui demandait l'amélioration de la protection juridique des fonctionnaires fédéraux qui, de l'avis de la police fédérale, constituent un risque pour la sécurité. Elle avait soumis ladite pétition au Conseil fédéral pour examen.

32

Dans sa première réponse du 3 mars 1980, Le *Conseil fédéral* se prononce essentiellement sur les trois principales exigences que pose la pétition. Celle-ci demandait de garantir que l'administration élucide l'état de fait et entende le fonctionnaire avant de prendre à son égard une mesure fondée sur des motifs de sécurité. En second lieu, il conviendrait de définir la notion de risque pour la sécurité; c'est en effet seulement ainsi que l'on pourrait restreindre le pouvoir d'appréciation de l'administration appelée à estimer ce risque et assurer un contrôle efficace par le Tribunal fédéral. La protection juridique du

fonctionnaire concerné pourrait être renforcée par l'institution d'une commission d'experts permanente pour les questions de sécurité. Cette commission devrait en tout cas être appelée à donner son avis avant que l'administration ne puisse suspendre provisoirement un fonctionnaire constituant un risque pour la sécurité ou résilier ses rapports de service.

La pétition se réfère au cas d'un fonctionnaire du Département militaire fédéral (DMF) que le Ministère public fédéral avait considéré comme un risque pour la sécurité. Le Département militaire fédéral l'avait par conséquent, le 28 février 1978, suspendu jusqu'à nouvel ordre de ses fonctions avec effet immédiat en vertu de l'article 52 de la loi sur le statut des fonctionnaires (StF; RS 172.221.10). Sur recours du fonctionnaire en question, le Tribunal fédéral annula toutefois la décision du DMF. Il constata que le DMF était tenu, selon l'article 30 de la loi fédérale sur la procédure administrative (LPA; RS 172.021), d'entendre le fonctionnaire avant de prendre la mesure litigieuse. Ayant omis de le faire, le DMF avait violé le droit du fonctionnaire d'être entendu (ATF 104 Ib 129).

Il résulte de l'arrêt précité du Tribunal fédéral que l'administration doit, en vertu de l'article 30 LPA, entendre un fonctionnaire avant de constater qu'il représente un risque pour la sécurité et de le suspendre provisoirement de ses fonctions selon l'article 52 StF. L'article 30 LPA doit donc être respecté dans cette procédure.

Le Conseil fédéral constate que le droit actuel garantit donc à un fonctionnaire le droit d'être entendu lorsque l'administration envisage de prendre à son encontre une mesure fondée sur des motifs de sécurité. Ce droit n'est cependant respecté que si l'autorité précise les reproches soulevés contre le fonctionnaire et les faits sur lesquels ils se fondent, de telle sorte que l'intéressé puisse s'exprimer à ce sujet (ATF 104 Ib 136). De plus, l'autorité doit d'abord constater les faits; elle utilisera pour cela les moyens de preuve habituels (art. 12 ss. LPA). En ce qui concerne l'audition de témoins mentionnés à plusieurs reprises dans la pétition, il convient de relever qu'en pratique ce moyen de preuve est très rarement utilisé. Lorsque l'autorité n'élucide pas de façon exacte ou complète les faits pertinents, le fonctionnaire concerné peut invoquer ce grief par un recours de droit administratif au Tribunal fédéral (art. 104, let. b OJ). La première exigence contenue dans la pétition Sager est donc déjà réalisée aujourd'hui: selon la loi sur la procédure administrative, l'autorité est tenue d'élucider les faits et d'entendre le fonctionnaire avant de prendre des mesures de sécurité contre lui. Le Conseil fédéral n'a donc pas de raison de proposer une quelconque modification à ce sujet.

Malgré cela, le Conseil fédéral a soumis à la commission d'experts pour la réforme de l'organisation judiciaire la question de savoir s'il y avait lieu de définir le risque pour la sécurité.

La commission a constaté que les situations de fait pouvant constituer un risque pour la sécurité étaient diverses et susceptibles de se modifier rapidement selon les circonstances. Une définition du risque pour la sécurité serait nécessairement trop rigide et ne pourrait jamais recouvrir toutes les éventualités. Cela ne permet pas à la commission d'experts d'envisager la possibilité de définir le risque pour la sécurité.

Le Conseil fédéral partage cette opinion. Même si l'on parvenait à définir de façon plus précise le risque pour la sécurité, l'administration continuerait de toute manière à bénéficier d'une marge d'appréciation considérable pour trancher de telles affaires; cela tient à la matière elle-même et correspond aussi à la pratique de notre Cour suprême. Celle-ci considère la question de la sécurité comme une question de droit; c'est pourquoi – contrairement à ce qui est dit dans la pétition Sager – elle ne se limite pas à l'examen de l'abus du pouvoir d'appréciation ou de l'arbitraire.

Le Tribunal fédéral observe cependant, lors de l'examen du risque pour la sécurité dans un cas concret, tout comme il le fait lors de l'examen de concepts juridiques indéterminés, une certaine retenue et reconnaît à l'administration une marge d'appréciation (ATF 104 Ib 132). Le contrôle judiciaire des décisions de l'administration ne serait donc pas renforcé de manière sensible.

Selon l'avis du Conseil fédéral, la protection juridique du fonctionnaire pourrait tout au plus être améliorée par la création d'une commission consultative pour les questions de sécurité. Cette solution serait possible dans le cadre de la réforme de l'organisation judiciaire.

Il y a lieu d'envisager la création d'une nouvelle commission consultative semblable à l'actuelle commission disciplinaire paritaire. On peut se demander si cette voie apporterait une meilleure protection juridique. C'est aux départements intéressés qu'il appartient d'examiner cette question de façon approfondie. Cela supposerait en tout état de cause une révision de la législation sur les fonctionnaires et la consultation des associations du personnel.

33

Se référant à cette réponse et à un entretien avec le chef du Département fédéral de justice et police, la *commission* a renoncé à une nouvelle réglementation de la procédure et à une définition du risque pour la sécurité. Le 3 juin 1980, elle a toutefois soumis au Conseil fédéral les recommandations suivantes:

1. Lorsqu'il y a lieu de considérer qu'un fonctionnaire fédéral constitue un risque pour la sécurité, le département dont relève la personne concernée devrait collaborer avec le Ministère public fédéral afin d'évaluer le risque et de déterminer les mesures à prendre.

2. La décision concernant les mesures à prendre ne devrait pas être tranchée par un service subalterne mais au moins par le chef du département concerné, en personne.

34

Le 3 septembre 1980, le *Conseil fédéral* a approuvé ces recommandations. Il estime qu'il va de soi que le département compétent collabore avec le Ministère public fédéral lorsqu'il y a risque pour la sécurité. La seconde recommandation correspondrait en grande partie à la réglementation actuelle. Aujourd'hui, l'autorité qui nomme – le Conseil fédéral ou le chef du département – doit prendre les mesures nécessaires à l'encontre d'un fonctionnaire qui présente un risque pour la sécurité. Cependant, dans la mesure où les départements et le conseil des Ecoles polytechniques ont délégué aux services qui leur sont subordonnés la compétence de nommer les fonctionnaires appartenant aux classes de traitement 9 à 25 et les employés rangés dans les classes 1 à 25 (art. 4, 2^e al. du règlement des fonctionnaires 1, art. 5, 2^e al. du règlement des fonctionnaires 3, et art. 5, 2^e al. du règlement des employés), c'est à ces services qu'il appartient de prendre des mesures réglementaires à l'encontre du personnel présentant des risques pour la sécurité. Or, conformément à la recommandation de la commission, cette compétence devrait être réservée au seul chef du département. Cette réglementation spéciale supposerait une modification du règlement des employés.

Le Conseil fédéral a donné l'assurance qu'il procéderait à cette modification, si elle se révèle judicieuse, ce qu'il s'agit d'établir par un examen plus approfondi. Il s'est ainsi déclaré disposé à donner suite à la seconde recommandation dans la mesure susmentionnée.

35

Le 13 novembre 1980 la commission s'est déclarée provisoirement d'accord avec cette réponse.

III

Annexe

Liste des requêtes traitées par les Commissions de gestion en 1980

Chaque année, les Commissions de gestion reçoivent de nombreuses communications et requêtes dont elles tirent parti dans l'exercice de la haute surveillance. On trouvera ci-après la liste de quelques requêtes qui ont été traitées en bonne et due forme en tant qu'affaires distinctes. Les requêtes émanant de fonctionnaires fédéraux ne sont pas mentionnées ci-après.

Chaque année, il n'est pas possible de donner formellement suite à toutes les requêtes déposées. Il est cependant tenu compte, en règle générale, dans le cadre de l'exercice de la haute surveillance, des remarques qu'elles contiennent.

1 Conseil des Etats

11 *A. Krebs contre le Tribunal fédéral*

La requête est dirigée contre le fait que, dans le canton de Berne, les gains immobiliers sont frappés de l'impôt sur la fortune. L'agriculteur qui avait vendu son bien-fonds secondaire à son propre fils a été débouté par le Tribunal fédéral. La requête a été rejetée les 18 et 19 juin 1980 par les deux conseils, le Parlement n'ayant pas la compétence d'exercer la surveillance sur la législation cantonale ou sur la manière dont le Tribunal fédéral rend la justice.

12 *O. Gutweniger contre le Tribunal fédéral*

Le requérant s'élève contre le fait que d'une part le Tribunal fédéral lui dénie la qualité d'ester en justice pour une certaine catégorie de litiges et que, d'autre part, les autorités cantonales refusent de lui attribuer un curateur. Il n'y a là aucun déni de justice, en effet, le citoyen n'a pas un droit formel à l'assistance d'un curateur pour chaque litige, même si la procédure engagée est vouée à l'échec.

13 *M. Baumann contre le Département militaire fédéral*

Lors d'un concours d'idée organisé par le Groupement de l'armement, en vue du développement d'un appareil simulateur électronique destiné à l'instruction des canonniers de DCA (Florett), le projet du requérant n'a pas été retenu. Les enquêtes effectuées par le groupe de travail conjoint des commissions de gestion qui a examiné l'organisation de l'acquisition d'armements n'ont pas révélé de faits qui permettraient de douter que le requérant a été traité correctement.

2 Conseil national

21 *E. Fabian contre le Tribunal fédéral*

Le requérant se plaint du fait que le Tribunal fédéral lui a refusé l'assistance judiciaire gratuite, en se bornant à faire valoir que son pourvoi serait voué à l'échec. Le requérant n'ayant pas observé le délai légal, tout autre motif invoqué par le Tribunal fédéral aurait été assimilable à une décision définitive (gratuite) en la cause même. Afin de ne pas permettre au requérant de parvenir à ses fins par des voies détournées, le Tribunal fédéral a renoncé à fournir de plus amples explications. La pratique sévère qu'il a adoptée en l'occurrence paraît tout à fait justifiée.

22 *R. Becht contre le Département fédéral des finances*

Le requérant demande la remise d'une amende qui lui a été infligée pour violation de l'obligation de déclarer à la douane suisse, en application de la «procédure simplifiée». Le requérant avait lui-même accepté l'amende à la douane. La décision passée en force de choses jugées ne peut pas être annulée par les Chambres fédérales.

23 *Dr. E. Alther contre le Département fédéral de l'intérieur*

Le requérant s'en prend à la médecine scolaire et demande la dissolution du Fonds national et de l'Académie des sciences médicales par le Département fédéral de l'intérieur en sa qualité d'organe de surveillance de la fondation. La requête n'est manifestement pas fondée.

26674

Rapport des commissions de gestion aux Chambres fédérales concernant les inspections et les requêtes en 1980 du 9 avril 1981

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1981
Année	
Anno	
Band	2
Volume	
Volume	
Heft	20
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	81.030
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.05.1981
Date	
Data	
Seite	208-234
Page	
Pagina	
Ref. No	10 103 081

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.